

CONVENTION NATIONALE

Le FFS maintient le suspense

Le FFS maintient le suspense – faux ou vrai – au sujet de sa participation aux législatives. Son conseil national tranchera en fonction du «temps politique», en assumant «les contradictions» et en mesurant les conséquences qu'induit l'option de la participation ou celle du boycott.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Comme l'avait déjà précisé le parti d'Aït Ahmed, la convention nationale a été plus symbolique que décisive. L'assistance a dû lire entre les lignes du discours de Ali Laskri pour tenter de connaître la tendance qui s'est dégagée après des semaines de débats.

Le premier secrétaire reconnaissait, hier, toute la difficulté du débat du fait que «la position traditionnelle du FFS concernant cette échéance semblait inscrite dans le marbre et que toute remise en question relevait du tabou». Laskri, déroulant les arguments pouvant plaider en faveur

de la participation, estimait, hier, qu'il n'est pas trop tard pour qu'elles constituent une voie possible pour initier le changement démocratique et, à terme, un mécanisme constitutionnel plus transparent, plus prévisible, donc plus rassurant.

Un mécanisme qui replacerait la souveraineté populaire au cœur de la légitimité politique. Il est encore possible qu'elles permettent l'élection d'un Parlement représentatif où un début de pratique de séparation des pouvoirs serait envisageable et où la responsabilité politique aurait droit de cité». Et d'avertir qu'«une éventuelle participation à ces élections n'implique en aucun cas un consensus sur les règles du jeu politique tel qu'il se joue actuellement. Elle n'impliquerait pas non plus que



Ali Laskri.

les autorités aient donné suffisamment de garanties quant aux libertés et encore moins à une possibilité réelle d'alternance».

Faut-il comprendre pour autant que l'option de la participation est majoritaire au sein du FFS ? La réponse de Laskri est nuancée. La décision n'est pas encore arrêtée. Nous aurons à le faire bientôt. Pour

les uns, cette décision paraîtra peut-être provocante, hasardeuse, à courte vue, voire contraire au but recherché.

Pour les autres, elle pourrait se justifier par un raisonnement stratégique correct, même s'il est paradoxal et d'ajouter que cette décision ne sera pas sans risque car «le risque d'échec est réel».

Le FFS, aux dires de son premier responsable, serait à la croisée des chemins. Le débat qui avait été lancé à l'intérieur des structures mais également avec les sympathisants et la société civile avait permis de faire la lumière sur les deux tendances qui se tiraillaient à l'intérieur du parti. Le rapport de synthèse de ces débats fait, en effet, ressortir les arguments des deux camps.

Les adeptes du boycott considèrent que participer «reviendrait à cautionner le régime et ses fausses réformes, rompre avec la grande majorité des Algériens qui aspirent à un changement de système, accepter d'entrer en compétition dans un scrutin joué d'avance, et ne permet pas, étant minoritaire dans un

Parlement, de faire valoir nos principes et nos valeurs». Ceux qui plaident pour la participation considèrent, au contraire, que ne pas participer «marginaliserait le parti, entraverait l'accès du parti aux médias, exposerait le parti à des critiques de la part du pouvoir sans pouvoir y répondre, laisserait le champ libre à la coalition entre les partis du système et les partis islamistes et ferait reporter des voix du FFS sur les autres partis».

Le rapport de synthèse évoque «un moindre mal» que le FFS devra choisir. Ses rédacteurs donnent déjà le ton car, écrivent-ils, «pour préserver notre pureté idéologique, nous pourrions refuser de nous associer à un jeu électoral que d'aucuns considèrent comme joué d'avance. Mais c'est oublier que la stratégie politique qui nous a toujours guidés dans le passé a toujours tenu compte du rapport de force dans le pays et dans le monde».

Il ne reste plus qu'à savoir dans quel sens ces rapports penchent-ils en ce moment...

N. I.

CONSTANTINE

Aboudjerra en perte de vitesse

Selon Aboudjerra Soltani, qui croit sérieusement en une «victoire éclatante» des partis islamistes lors des législatives du 10 mai, le MSP serait favorable si les conditions nécessaires sont réunies, à la constitution d'un «front commun de la mouvance islamiste».

Ainsi donc, le leader du Mouvement de la société pour la paix, qui était hier à Constantine, serait tenté par une alliance où viendraient se rassembler et se fédérer les efforts des partis islamistes. Puisque, estime-t-il, tout en insistant, encore une fois, sur le fait que la victoire sera celle des partis islamistes, «l'Algérie ne peut pas être gérée par une seule formation». «Pourquoi», s'interroge-t-il. «Puisque le problème de l'Algérie est plus complexe pour qu'un parti à lui seul prétende solutionner.» En ce sens, croit-il savoir, «des alliances vont s'imposer d'elles-mêmes, que ce soit avant ou après les élections de mai prochain». Toutefois, Aboudjerra Soltani, qui ne voit pas d'inconvénients à ce que sa formation contracte des alliances avec d'autres partis islamistes s'est gardé de citer des noms de formations ou de personnalités, dont la plus en vue est El Hachemi Sahnoun, fondateur de l'ex-FIS et néanmoins initiateur de l'idée.

Sur un autre chapitre, le leader du MSP, qui évoquait les garanties données par le chef de l'Etat selon lesquelles les prochaines élections seraient transparentes, crédibles et totalement libres, estime que ces garanties «ne suffiront pas à elles seules à contenir le phénomène de la fraude». C'est pourquoi, ajoute-t-il, «elles devraient être suivies par des mécanismes d'application définissant et explicitant les prérogatives de chaque partie intervenant dans le processus électoral, à savoir, les partis, l'administration et les juges». A l'égard de ce corps qui aura la lourde tâche de surveiller les prochaines joutes électorales, le successeur de Nahnah dira : «C'est à vous (les juges, ndlr) de rendre sa crédibilité à l'urne. Aussi, le gagnant sera la justice et le corps des juges.» Autre fait marquant de cette rencontre, l'absence remarquée des sympathisants et militants de ce parti qui semble avoir perdu de son aura dans la ville des Ponts. Interrogé à ce propos, Aboudjerra Soltani répliqua : «Les gens sont encore sous le choc des intempéries.»

Farid Benzaid

RÉUNION DES CADRES DU PARTI DES TRAVAILLEURS

La question électorale sera tranchée aujourd'hui

Le Parti des travailleurs (PT) a entamé sa dernière ligne droite avant les législatives de mai prochain. Hier, une réunion des cadres du parti était l'occasion pour la secrétaire générale, M^{me} Louisa Hanoune, d'expliquer la position de son parti sur les questions de l'heure. La question électorale sera, quant à elle, débattue aujourd'hui.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les questions internationales ont dominé l'intervention de la secrétaire générale du Parti des travailleurs à l'ouverture des travaux des cadres de son parti qui se tiendront, durant trois jours, au centre de la Mutuelle des travaux publics de Zéralda.

En effet, M^{me} Hanoune a réitéré pour la énième fois la position de son parti sur la question de «la création de l'Union du Maghreb arabe», de «l'adhésion de l'Algérie à l'OMC» ou encore le plaider pour «l'annulation de l'accord d'association

avec l'Union européenne». M^{me} Louisa Hanoune a également commenté l'actualité nationale, en rappelant l'urgence de «renforcer les municipalités en moyens de base pour faire face à des situations d'urgence, comme ce fut le cas lors des dernières intempéries», ou encore «du soutien de l'Etat aux entreprises productrices de gaz et d'électricité.»

Il n'en demeure pas moins que pour Louisa Hanoune «c'est la question politique qui déterminera les choix économiques et sociaux».

C'est dans ce cadre qu'il est important de noter que la question des prochaines élections sera débattue aujourd'hui en plénière avec les cadres du parti présents à cette conférence.

Cela dit, chez le Parti des travailleurs, on se prépare d'ores et déjà pour la bataille électorale du 10 mai prochain.

Un rendez-vous que sa secrétaire générale qualifie de «crucial et pour lequel elle a donné instruction pour une mobilisation sans faille».

«En attendant, toutes les structures du parti sont appelées à se mobiliser pour le lancement d'une opération de collecte de fonds pour le finan-

cement de la campagne», nous a confié un responsable de ce parti.

Pour les responsables du Parti des travailleurs, les prochaines législatives seront «décisives» pour le pays, qui traverse une étape cruciale, compte tenu des développements internationaux, y compris «la crise actuelle du capitalisme».

M^{me} Hanoune a souligné que «les développements internationaux et la crise actuelle du capitalisme auront, sans aucun doute, des retombées sur tous les pays, y compris l'Algérie». Elle a appelé «à se préparer pour faire face à ces changements».

La SG du PT a insisté sur l'impératif de «débattre des prochaines législatives, à la lumière du contexte politique international actuel».

Selon elle, «les prochaines législatives constitueront une épreuve politique», compte tenu de la constante effervescence du front social, en réaction aux manœuvres politiciennes. M^{me} Hanoune a souligné la nécessité de «maîtriser la situation».

A. B.

CONGRÈS DU FRONT DU CHANGEMENT

Menasra courtise l'électorat du FIS

7 000 congressistes. El Kaâ el baydhaïa (la Coupole du complexe omnisports Mohamed-Boudiaf d'Alger) était pleine comme un œuf, hier, à l'ouverture du congrès constitutif du Front du changement d'Abdelmadjid Menasra. Des militants de toutes les tendances islamistes ayant intégré les rangs de ce nouveau parti, des repentis et des invités représentant des organisations affiliées à la nébuleuse internationale Djamaâ el ikhouane el mouslimin (Mouvement des frères musulmans).

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - A la tête d'une dissidence au sein du parti de feu Cheikh Nahnah depuis quatre ans – il fut chassé du 4^e congrès du MSP par les partisans de Bouguerra Soltani de cette même coupole en avril 2008 –, Abdelmadjid Menasra aurait pris sa revanche. «Passé le cauchemar ! Nous sommes revenus dans cette salle. Nous sommes revenus pour rétablir la ligne de Cheikh Nahnah et tourner une page sombre de l'histoire de son mouvement», a-t-il asséné, les larmes aux yeux.

Des larmes qui lui ont valu une ovation aux cris : «Ya Nahnah irtah, el djabha hia el miftah (dors tranquille Nahnah, le Front est la clé du triomphe.)» En plus du show assuré dès l'ouverture de la salle aux congressistes par une troupe de

mouchidine (chœur) et la prière du vendredi faite à l'intérieur de la Coupole juste après les allocutions d'ouverture des travaux du congrès, dans son discours prononcé à l'occasion, l'ancien ministre du gouvernement de coalition a fait en sorte de susciter les émotions de l'assistance. Il a assumé publiquement les repentis qui rejoignent son parti : «C'est que, insiste-t-il, l'Etat doit réhabiliter tous ceux qui ont déposé les armes et sont revenus à la raison et à la modération.»

Ainsi, son énoncé sur la question des droits de l'homme, septième point du projet politique du parti soumis au vote par le congrès, est explicite : «Nous devons parachever le processus de réconciliation nationale et entamer une nouvelle ère faite de tolérance, sans rancune

ni conflit ou exclusion. Nous, nous valorisons les efforts de l'Armée nationale populaire dans sa lutte contre le terrorisme, les efforts de tous ceux qui ont appelé à la concorde civile et à leur tête El Hachemi Sahnouni (membre fondateur du FIS dessous, ndlr) qui est avec nous aujourd'hui, lequel était parmi les premiers ayant appelé à arrêter l'effusion du sang des Algériens et nous valorisons aussi les efforts de tous ceux qui ont répondu à l'appel de la réconciliation nationale et sont revenus à la raison et à la modération.»

Autre point saillant de son discours, son message aux islamistes, à ceux, notamment, qui commercialisent l'idée d'aborder les élections législatives à la porte par des listes communes.

Lui est plutôt pour une alliance autour d'un projet et non pas pour un deal temporaire : «Notre unité doit être conçue autour d'un projet et non pour les sièges et les postes politiques.» Rares en tout cas sont les leaders politiques qui ont répondu présents à l'invitation de la formation de Menasra pour assister à l'ouverture des travaux du congrès. A l'exception de Fateh Rebiai

d'Ennahdha et Djamel Benabdeslam, dissident d'El Islah et actuel président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), les autres formations ont délégué des représentants de second rang, des inconnus sur la scène politique en Algérie.

Y étaient également présents Noureddine Benbrahim, ancien commissaire général des Scouts musulmans algériens qui a fondé lui aussi un parti politique, un nombre de représentants des missions diplomatiques établies à Alger et des représentants du Mouvement des frères musulmans. Citons, Fethallah Arslan, SG de Djamaa el adl wa el ihsan du Maroc, le Mauritanien Chikhani Ould Dada, vice-président du Rassemblement national pour la réforme et le développement, Azzedine Ahmed Ismaïl du Congrès national soudanais, Adam Ismaïl Hamed du parti islamique érythréen, Cheikh Hamza Mansour, Palestinien naturalisé jordanien représentant du Front du travail islamique, Riyad Ennakib du mouvement Ennahdha de Tunisie, Ahmed Khalifa du Parti islamique irakien.

L. H.